

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel commun signé par l'ensemble des organisations et associations de gauche de Castres

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -
Date de mise en ligne : mercredi 20 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

Les organisations et associations politiques de gauche à Castres réaffirment ensemble leur soutien total au mouvement social majeur engagé depuis des semaines par les organisations syndicales contre le projet gouvernemental de réforme des retraites.

Elles saluent la mobilisation exceptionnelle à Castres et dans le Sud-Tarn (encore 9000 personnes le samedi 16 octobre), qui rassemble des salariés du public et du privé, des jeunes et des retraités. Elles se félicitent de l'ampleur de ce mouvement populaire intergénérationnel, et notamment de la participation des lycéens et des étudiants, qui expriment à la fois leurs légitimes inquiétudes face à l'avenir, et leur solidarité. Elles soutiennent l'ensemble des salariés qui, depuis des semaines, répondent aux appels nationaux à la grève, comme ceux engagés dans les grèves reconductibles.

Comme 70 % de la population, elles demandent le retrait du projet de Sarkozy et du gouvernement Fillon et le maintien du droit au départ à la retraite à 60 ans sans pension inférieure au SMIC. Elles refusent un projet injuste, qui pénalise l'ensemble des salariés et notamment les femmes, qui aura pour conséquence la baisse des pensions, qui entrainera la montée du chômage des jeunes, et qui rendra encore plus difficiles les conditions de travail. Elles s'opposent avec force à une réforme qui fait peser 90 % des efforts sur les seuls salariés, et qui, en l'état, ne garantit pas l'avenir du système de retraite par répartition. Il existe d'autres solutions qui passent par l'augmentation des salaires, une répartition plus juste des richesses, à même de financer les besoins sociaux et les retraites.

Quand on trouve des centaines de milliards d'euros pour sauver les banques, quand on fait des centaines de milliards d'euros de remise d'impôt aux plus riches, comment peut on s'acharner a ne pas trouver 10 milliards d'euros pour continuer à financer la retraite par répartition ?

Les élus locaux de droite soutiennent le projet de loi, comme le maire UMP de Castres Pascal BUGIS, ou l'ont voté comme le député Nouveau Centre Philippe FOLLIOU. Refusant de prendre la mesure de ce qui se passe ils sont aux abonnés absents quand défilent de manière répétée des milliers de personnes dans les rues de la ville. Ils ne défendent pas l'intérêt général, et se révèlent aussi sourds que le gouvernement aux légitimes inquiétudes et revendications de la population castraise.

Bien sur, cette question des retraites illustre parfaitement la politique libérale de régression sociale menée par ce gouvernement. La population a bien pris la mesure que leur avenir exige un vrai débat de société dont le gouvernement veut nous priver. Il doit entendre la demande populaire, qui va continuer à s'exprimer dans les jours et les semaines qui viennent.

Nous continuerons à apporter notre soutien à ce mouvement et à participer aux actions jusqu'au retrait du projet de loi.

Castres A Gauche Vraiment - Cercle Cité Solidaire - Europe Ecologie-Les Verts - Les Alternatifs - Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Parti Socialiste